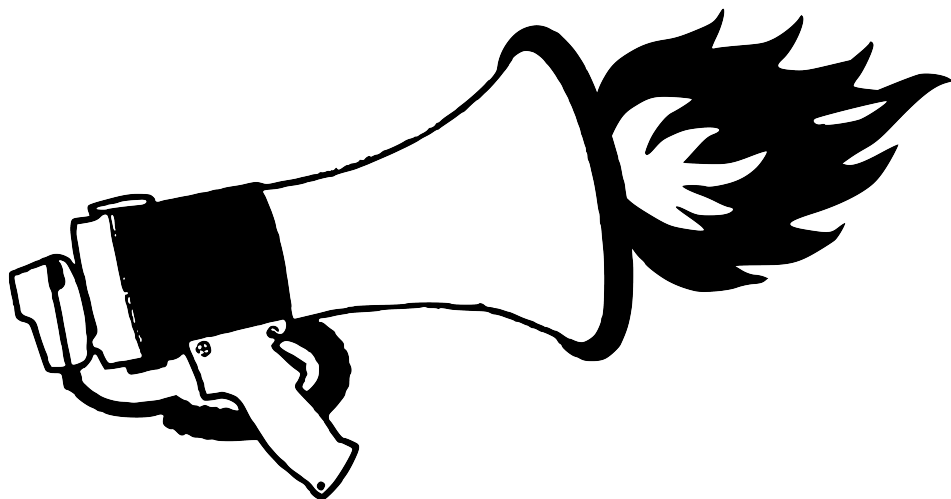


# **Contre la LRU et son monde : dans les facs, lycées, sur le pavé et les rails, brisons l'offensive sécuritaire et libérale !**



**D**es banlieues aux centre-villes, les manifestations de rage qui avaient suivi l'élection de Sarkozy montraient que beaucoup ne comptaient pas se laisser faire face à la France de la peur et des nantis, celle de l'apartheid social et post-colonial.

Effectivement, l'agitation sociale grandit ces dernières semaines: des cheminots paralysent le pays, des marins-pêcheurs insultent le président et s'emparent des dépôts de pétrole, des électricien-ne-s coupent les lignes, des avocat-e-s bloquent les tribunaux, les routiers menacent de bloquer les routes, des mal-logé-e-s occupent trottoirs et bâtiments sans se laisser évacuer, des instits et parents d'élèves empêchent les policiers de s'emparer des gamins de sans-papiers à la sortie des écoles, des habitant-e-s des quartiers populaires contre-attaquent face à la répression, et, de leur côté, des dizaines de milliers d'étudiant-e-s entrent en résistance: plus de 25 universités sont déjà en grève, dont 15 ont voté le blocage et l'arrêt total des cours, contre la loi Pécresse.

Votée en douce pendant l'été, cette Loi Pécresse (aussi appelée LRU) place les facs sous la coupe d'intérêts privés, et soumet l'enseignement aux impératifs du marché. Au programme: disparition progressive des filières moins rentables, financement des établissements par des entreprises et gestion des facs comme des entreprises, inégalités croissante entre les facs et des diplômes, hausse progressive du prix des inscriptions... Il y a deux ans, le gouvernement avait dû reculer devant la mobilisation dite « anti-CPE », mais aujourd'hui le pouvoir revient à la charge : cette fois-ci, il ne s'agit plus de l'asservissement pendant deux ans, mais de mettre l'enseignement supérieur au service du patronat local.

Cette logique de marchandisation, on la retrouve partout: dans la politique de gestion de l'immigration (CESEDA, Hortefeux, immigration choisie) ou dans les attaques contre les fonctionnaires (réformes des retraites, suppressions de postes,...) avec en parallèle des restrictions du droit de grève. Pendant ce temps, le gouvernement fait 15 milliards annuels de cadeaux fiscaux aux parasites les plus riches et offre aux entreprises des stagiaires gratos ou des précaires kleenex forcé-e-s à accepter des tafs de merde (Revenu Social d'Activité / RSA). Afin de mater les pauvres et d'étouffer les révoltes qui ont embrasé la France depuis novembre 2005, Sarkozy généralise le fichage ADN, le contrôle biométrique dans les lycéens, la vidéo-surveillance, les peines planchers, la construction de prisons pour mineur-e-s, opère des rafles dans les quartiers populaires et les fait quadriller par des voitures de bac et des pelotons de CRS...

Si nous dénonçons la loi Pécresse/LRU, c'est donc dans une logique globale. Cette loi n'est qu'une brique de plus dans un mur d'oppression, qu'il s'agit de faire tomber. Reste à nous en donner les moyens!

## Faire grève, bloquer les facts, les lycées...

C'est mettre tout le monde sur un pied d'égalité, construire une solidarité pour que ceux qui luttent, les lycéens grévistes, étudiant-e-s boursier-e-s ou étranger-e-s ne se retrouvent pas discriminé-e-s. C'est permettre à un tas d'autres de pouvoir rejoindre le mouvement et leur ouvrir un espace protégé. C'est s'organiser et faire pression ensemble pour que tout le monde ait ses exams et son année.

C'est se donner un espace et du temps pour s'organiser. C'est créer une brèche dans une vie cadrée au millimètre pour nous rendre corvéables et jetables, consommants et consommables. C'est faire l'expérience dans la lutte d'aventures collectives, d'organisations autonomes, d'intensités et d'entraides qui rendent tangibles d'autres perspectives, d'autres insoumissions.

C'est oser commencer, malgré la chappe de plomb des médias, des partis politiques, des patrons et dirigeants des syndicats, de tous ceux qui tiennent le crachoir et voudraient nous faire croire que la soumission au libéralisme est la seule voie. Les luttes ouvrières, la résistance au fascisme, les mouvements sociaux en général ont toujours été amorcés par des personnes qui osaient aller à contre-courant et pousser le conflit dans des sociétés dites "démocratiques" où une "majorité" silencieuse se résignait souvent à se laisser exploiter et à laisser des minorités se faire écraser.

C'est rejoindre la quinzaine d'autres universités déjà occupées en France et marquer un refus net des expulsions par les CRS comme ça a été le cas la semaine dernière à Nantes, Tolbiac ou Aix. Il y a quelques années encore, les universités étaient interdites aux flics. Battons nous avant qu'il ne soit trop tard pour montrer que du droit de grève aux occupations, l'Etat ne pourra nous couper de nos moyens de lutte !

C'est enfin faire la démonstration d'une solidarité concrète avec tous les autres groupes sociaux en résistance et poser les bases d'une convergence.

## Agir concrètement, enrayer le fonctionnement des institutions, les flux économiques

C'est partir du constat que l'Etat ne craint ni les marches pantouflardes, ni les débats cadrés, ni les demandes polies.

C'est comprendre que, des acquis sociaux grignotés au long du siècle dernier, jusqu'au retrait du CPE, toutes nos victoires partielles ont été le prix de rapports de force déterminés.

C'est élaborer des stratégies nouvelles mais aussi s'inspirer de méthodes qui ont marché dans le passé : assemblées générales et assemblées populaires, manifestations sauvages, perturbations de réunions officielles, poses de banderoles, bloquages de routes, de centres de tri postal, d'aéroports, de gares, de chantiers, des occupations de bâtiments institutionnels, des sabotages, des déménagements d'agences d'interim ou d'instances patronales, des autoréductions collectives dans les magasins, des organisations en groupe affinitaire pour agir, redécorer les rues, ériger des barricades et briser les barrages policiers pendant les manifs,... Sans oublier la nécessité de développer nos propres médias face à la presse et aux télés sarkozistes, et de faire preuve d'une solidarité intraitable avec tou-te-s les victimes de la répression.

### Les lycéen-ne-s sont aussi concerné-e-s...

Le mouvement reste pour l'instant centré sur les facs mais il faut qu'il puisse s'étendre, notamment aux lycéens qui vont être les premiers concernés par la LRU, la hausse du prix des inscriptions et la marchandisation de l'université.

A partir d'un petit nombre de personnes et sans attendre l'aval des organisations politiques et syndicales, il est possible d'appeler à une assemblée générale, de prendre des salles, d'organiser des piquets de grèves, de sortir des tracts, de passer à la fac pour rencontrer des gens déjà en lutte.

CPE - LRU -RTT  
(Chômeur·e·s- Précair·e·s- Etudiant·e·s  
Lycéen·e·s Rageur·euse·s Utopistes  
Révolté·e·s de Tous Temps)